

Soutien à la grève au Centre Pompidou

Les salariés du Centre Pompidou entament leur seconde semaine de grève à l'appel du syndicat FO et de la section UNSA. La grève est suivie par toutes les catégories de personnels qui refusent de lâcher sur leurs revendications.

Depuis la création de «Beaubourg», les emplois du Centre Pompidou dérogent au statut de la fonction publique qui veut que tout emploi permanent soit occupé par des fonctionnaires. Ils ne sont pas les seuls concernés : le sont également les personnels ouvriers des CROUS, des milliers de personnels dans plusieurs établissements publics relevant de plusieurs ministères. Au ministère de la Culture, sont touchés notamment les agents du Centre des Monuments nationaux, des personnels du Château de Versailles. En application de la loi déontologie de 2016, les salariés recrutés avant mars 2012 auront la possibilité d'être titularisés.

Le syndicat FO du Centre Pompidou s'est toujours prononcé en faveur de la titularisation, à condition que les acquis des agents, obtenus par la bataille syndicale tout au long des trente dernières années, soient maintenus.

Ce n'est pas ce que prévoit le décret qui vient d'être publié le 30 mars dernier.

Le passage à la grille de la fonction publique entraînerait des baisses de salaire allant jusqu'à 20%.

Les agents du Centre Pompidou auraient le « choix » entre devenir fonctionnaires au prix de ces pertes ou rester contractuels dans un statut voué à disparaître, sans garantie du maintien de leur emploi.

Et alors qu'aujourd'hui les salariés du Centre Pompidou relèvent tous du même statut, il y aurait demain deux catégories de personnels, traités différemment, mis en concurrence.

A moyen terme, l'ensemble des acquis collectifs, et y compris les emplois des agents choisissant de rester contractuels seraient menacés.

Tous les jours, les salariés de toutes les catégories, de tous les services se réunissent en AG avec FO et l'UNSA. Jeudi dernier, ils ont adopté une motion qui se conclut ainsi : *« nous nous sommes battus pour gagner nos acquis, nous n'y renoncerons pas » !*

Ils exigent du ministère qu'il accepte de négocier des garanties en matière de maintien de tous les acquis, ce qui nécessite de reporter la sortie du régime dérogatoire tant que ces garanties n'ont pas été négociées. Sans garanties, ils refusent la sortie du dérogatoire.

Un tel report a été décidé pour les personnels ouvriers des CROUS et pour les salariés des agences de l'eau. Au CROUS, FO exige : soit on nous donne la garantie du maintien de nos acquis, soit le dérogatoire est maintenu. De toute évidence, le report auquel le gouvernement a été contraint dans les CROUS, suite à la mobilisation des personnels engagés par FO et au refus par la CGT des conditions de sortie du dérogatoire prévues par le gouvernement, est un point d'appui pour amplifier le rapport de force et obtenir gain de cause.

Depuis le début de la grève au Centre Pompidou, une semaine, les syndicats FO et UNSA ont été reçus trois fois au ministère. Les premières réponses obtenues ne changent rien au problème de fond : contrairement aux vagues promesses du ministère, aucune garantie n'est apportée sur les emplois.

Devant cette situation de blocage, le syndicat FO et la section UNSA du Centre, s'appuyant sur l'AG des personnels, se sont adressés au chef du gouvernement : la seule solution pour sortir du conflit est l'ouverture de véritables négociations conduisant à des garanties pour les salariés. En persistant dans son refus d'ouvrir des négociations, le gouvernement porte la responsabilité de la poursuite et du durcissement du conflit.

La FNEC FP FO apporte tout son soutien aux personnels du Centre Pompidou et à leurs revendications jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction, notamment en intervenant à tous les niveaux en lien avec la confédération.

Elle invite ses syndicats à adresser des motions de soutien aux salariés qui entament leur seconde semaine de grève.